



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique australie

Une publication du SER de Pretoria
semaine du 9 au 16 janvier 2026

English summary

Southern Africa

- South Africa welcomed the US House vote to extend AGOA to end-2028, but its eligibility remains uncertain amid strained relations with Washington, despite exports to the US remaining strong.
- The African Development Bank (AfDB) is turning to Arab financial institutions to compensate for the withdrawal of Western donors, as Africa's annual development financing gap has widened to USD 402 billion, advocating a strategic partnership with the Arab Coordination Group to mobilise long-term funding.

South Africa

- The South African government has launched a 10-year national strategy to eradicate foot-and-mouth disease, combining mass vaccination, enhanced surveillance, animal traceability systems and a phased approach toward official FMD-free status.
- The South African Reserve Bank (SARB) is reviewing the 3.5 % margin on the prime lending rate, unchanged since 2001, which currently governs approximately ZAR 6,200 billion in outstanding credit, with the aim of lowering borrowing costs and boosting competition.
- Manufacturing production declined by 1.0 % year-on-year in November 2025, weighed down by metals, vehicles and wood-related industries, although the chemicals sector remained resilient and overall output rose slightly on a three-month basis.
- The European Union will remove South Africa from its list of high-risk countries for money laundering and terrorist financing on 29 January 2026, following its exit

from the FATF grey list, easing financial transactions and supporting investment flows.

- The World Bank forecasts modest economic growth for South Africa, revising its 2025 estimate to 1.3 % and projecting growth of 1.4 % in 2026 and 1.5 % in 2027, driven by energy and logistics reforms and rising public investment.

Angola

- The National Bank of Angola (BNA) has cut its policy rate from 18.5 % to 17.5 %, supported by disinflation, while remaining constrained by declining oil prices and persistent external vulnerabilities.
- Inflation fell sharply to 15.7 % at end-2025 from 27.5 % a year earlier, but remains historically high and continues to weigh heavily on household purchasing power.
- Angola inaugurated the first phase of its first naval warship assembly and maintenance line in Lobito, strengthening domestic defence-industrial capacity through technology transfer, notably with France's CMN Naval.
- The Angolan government has extended by three years a USD 1 billion credit facility with JPMorgan, securing an additional USD 500 million under a structured financing arrangement backed mainly by oil revenues.

Malawi

- Malawi has reintroduced visa-on-arrival requirements for nationals of 79 countries, including France, in an effort to raise additional revenues amid severe foreign-exchange shortages, a move that has raised concerns within the tourism sector.

Namibia

- Namibia is seeking to strengthen its economic diplomacy in the Middle East and Russia, leveraging high-level visits to attract investment and expand cooperation in sectors such as energy, water, agriculture, mining and infrastructure.

Zambia

- Zambia's opposition has criticised the government's intention to negotiate a new IMF financing programme, warning of increased austerity, higher debt and reduced economic sovereignty ahead of elections.

Zimbabwe

- Air Zimbabwe plans to acquire six new aircraft over the next three years at an estimated cost of USD 775.5 million, as part of a five-year recovery strategy to modernise its fleet and restore domestic, regional and long-haul operations.

Chiffres de la semaine | Échanges commerciaux entre la France et les pays d'Afrique australe en 2024 (M€)

Pays	Échanges totaux FR - Pays (M€)	Exportations FR vers Pays (M€)	Importations FR depuis Pays (M€)	Rang client France (mondial)	Rang client France (Afrique subsaharienne)
Afrique du Sud	3 116	1 675	1 441	43 ^e	1 ^e
Angola	2 062	434	1 628	76 ^e	9 ^e
Namibie	225	36	189	145 ^e	29 ^e
Mozambique	124	47	77	141 ^e	26 ^e
Zimbabwe	60	14	46	172 ^e	38 ^e
Botswana	54,2	8,2	46	189 ^e	41 ^e
Zambie	54	29	25	155 ^e	32 ^e
Eswatini	15,5	5,9	9,6	193 ^e	43 ^e
Malawi	13,2	2,2	11	156 ^e	45 ^e
Lesotho	7,1	0,1	7	220 ^e	50 ^e

TradeMap (2026)

Les échanges commerciaux entre la France et les pays d'Afrique australe restent fortement concentrés autour de l'Afrique du Sud et de l'Angola. L'Afrique du Sud constitue de loin le premier partenaire commercial de la France dans la région, avec 3,1 Md EUR d'échanges bilatéraux, dont 1,7 Md EUR d'exportations françaises, ce qui en fait également le premier client de la France en Afrique subsaharienne et son 43^e client au niveau mondial. L'Angola arrive en deuxième position (2,1 Md EUR), avec une structure d'échanges largement déséquilibrée au profit des importations françaises, principalement liées aux hydrocarbures.

À l'inverse, les échanges avec les autres pays d'Afrique australe demeurent limités en valeur et marginaux dans le commerce extérieur français. La Namibie, le Mozambique, la Zambie et le Zimbabwe enregistrent des volumes inférieurs à 250 M€, tandis que l'Eswatini, le Botswana, le Malawi et le Lesotho figurent parmi les partenaires commerciaux les moins significatifs de la France, tant à l'échelle mondiale qu'au sein de l'Afrique subsaharienne.

A LA UNE – Afrique australe

L'Afrique du Sud salue le vote de la Chambre des représentants américaine en faveur de l'extension de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA)

Le ministre sud-africain du commerce et de l'industrie Parks Tau a salué l'adoption par la Chambre des représentants d'une mesure prévoyant le renouvellement de l'AGOA jusqu'au 31 décembre 2028. Le projet doit toutefois encore être adopté par le Sénat puis promulgué par le président des Etats-Unis. Dans ce contexte, le maintien de l'Afrique du Sud dans l'accord reste très incertain. Les négociations se déroulent alors que l'Afrique du Sud dirige l'exercice militaire "Will for Peace 2026", auquel ont été conviées les marines iranienne, russe et chinoise, vivement critiqué par les Etats-Unis. Pour rappel, les relations entre Pretoria et Washington, déjà difficiles sous l'ère Biden, se sont encore dégradées depuis l'élection du Président Trump. Ces tensions se sont matérialisées par l'imposition par les Etats-Unis, en juillet 2025, de droits de douane de 30 % sur les importations en provenance d'Afrique du Sud, ainsi que par l'exclusion de l'Afrique du sud de l'édition 2026 du G20, sous présidence américaine. Pour rappel, l'Afrique du Sud exporte principalement des automobiles, des agrumes et des matières premières aux Etats-Unis. A ce stade, les exportations sud-africaines vers les Etats-Unis restent dynamiques (+37 % sur un an entre janvier et octobre 2025, période toutefois marquée par de nombreux achats « de précaution » avant l'entrée en vigueur des droits de douane).

Sommaire :

Afrique australe

- La Banque Africaine de Développement (BAfD) se tourne vers les institutions de financement du monde arabe face au retrait des donateurs occidentaux

Afrique du Sud

- Lancement d'une stratégie décennale pour éradiquer la fièvre aphteuse
- La Banque centrale (SARB) réexamine le taux de prêt bancaire encadrant 6200 Md ZAR de crédit
- La production manufacturière marque le pas en novembre, malgré la résilience du secteur de la chimie (Stats SA)
- L'union européenne retire l'Afrique du sud de sa liste des pays à haut-risque en matière de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme
- La Banque mondiale prévoit une croissance modeste pour l'Afrique du Sud

Angola

- La BNA baisse ses taux, portée par la désinflation mais contrainte par la chute du pétrole
- L'inflation recule nettement fin 2025 mais reste historiquement élevée
- L'Angola inaugure la première phase de sa chaîne de montage de navires de guerre
- L'Angola prolonge de trois ans sa facilité de crédit de 1 Md USD avec JPMorgan

Malawi

- Le Malawi introduit une obligation de visa à l'arrivée pour augmenter ses revenus

Namibie

- La Namibie cherche à renforcer sa diplomatie économique au Moyen-Orient et en Russie

Zambie

- En Zambie, l'opposition fustige la volonté du gouvernement de négocier un nouveau programme de financement avec le FMI

Zimbabwe

- Air Zimbabwe prévoit l'acquisition de six nouveaux avions pour moderniser sa flotte

Afrique australe

La Banque Africaine de Développement (BAfD) se tourne vers les institutions de financement du monde arabe face au retrait des donateurs occidentaux

Le mardi 13 janvier 2026, la Banque Africaine de Développement (BAfD) a tenu une réunion historique à Abidjan avec le Groupe de Coordination Arabe (GCA) pour pallier la baisse des financements en provenance des pays occidentaux, notamment des États-Unis, alors que le déficit de financement du développement en Afrique s'est creusé, atteignant 402 Md USD par an.

Face au retrait des bailleurs traditionnels, le nouveau président de la BAfD, Sidi Ould Tah, prône un partenariat « stratégique et structuré » avec le monde arabe pour combler le déficit de financement. Le GCA inclut des acteurs majeurs tels que la Banque Arabe pour le Développement Économique en Afrique, le Fonds de l'OPEP pour le développement international et le Fonds Saoudien pour le Développement. L'objectif est de mobiliser des fonds à long terme pour l'industrialisation, la création d'emplois, l'agriculture et les infrastructures (notamment les ports et l'assainissement).

Afrique du Sud

Lancement d'une stratégie décennale pour éradiquer la fièvre aphteuse

Le gouvernement sud-africain a présenté le 14 janvier 2026 sa stratégie nationale à dix ans de lutte contre la fièvre aphteuse (FMD). Le plan prévoit une approche progressive, en commençant par la stabilisation des zones les plus affectées et en visant, à terme, l'obtention du statut indemne « FMD-free » auprès de

l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA). Dans les premiers mois, le programme prévoit une vaccination intensive des bovins de manière à contenir l'épidémie, avec un objectif de 100% des bovins en feedlots ou en exploitations laitières, 90% des bovins commerciaux et 80% des bovins communautaires. Cette campagne sera soutenue par l'importation de vaccins (Botswana, Argentine, Turquie) et par le renforcement de la capacité de production locale (ARC – Agricultural Research Council). Le réseau des laboratoires vétérinaires sera consolidé et le système numérique d'identification et de traçabilité des animaux sera renforcé notamment pour mieux suivre les mouvements et détecter les infections.

Alors que l'Afrique du Sud a perdu son statut indemne depuis 2019 et que l'épidémie de fièvre aphteuse n'a cessé de se propager dans le pays depuis 2021, la filière bovine sud-africaine (viande et lait) est aujourd'hui particulièrement mise en difficulté, tant à l'export que pour satisfaire la demande locale. Cette stratégie ambitieuse, qui s'articule en plusieurs phases et s'étale sur 10 ans, était donc particulièrement attendues depuis les annonces faites par le gouvernement fin 2025. La réussite de cette stratégie dépendra de la pleine collaboration entre les services vétérinaires, les autorités locales, les acteurs de la recherche, le secteur privé et les éleveurs, notamment pour signaler les cas et respecter les mesures de contrôle.

La Banque centrale (SARB) réexamine le taux de prêt bancaire encadrant 6200 Md ZAR de crédit.

La banque centrale (*South African Reserve Bank – SARB*) a annoncé le réexamen de la marge de son taux préférentiel, fixée à 3,5% depuis 2001. Ce taux est l'héritage d'une réforme visant initialement à optimiser la transmission de la politique monétaire en harmonisant la marge de rémunération des banques (couvrant les

frais opérationnels, les réserves obligatoires, etc.).

Si l'objectif de stabilité a été atteint, cette rigidité a réduit la concurrence sur le taux de base (*prime lending rate*), l'ensemble des banques s'alignant sur un taux standard unique. À l'heure où la numérisation profonde du secteur bancaire a permis une réduction significative des coûts opérationnels, la SARB a entamé une réflexion sur l'évolution de ce mécanisme. Une révision à la baisse de cette marge permettrait de réduire le coût global des crédits et, par extension, le coût de la vie pour les ménages, alors que l'encours de prêts a atteint 6200 Md ZAR en 2025. Enfin, un assouplissement du taux préférentiel (*prime rate*) viserait à réinjecter une dynamique concurrentielle entre les établissements bancaires sud-africains.

La production manufacturière marque le pas en novembre, malgré la résilience du secteur de la chimie (Stats SA)

Selon l'agence nationale des statistiques (Stats SA), la production manufacturière a baissé de 1,0% sur un an au mois de novembre 2025. La diminution a été particulièrement marquée pour les postes « bois, papier, édition et impression », (-7,9%, soit une contribution négative de 0,8 point), « fer et acier de base, métaux non ferreux, produits métalliques et machines » (-2,5%, soit -0,6 point), et « véhicules automobiles, pièces et accessoires » (-4,4%, soit une contribution de -0,4 point). À l'inverse, le poste « pétrole, produits chimiques, plastiques et caoutchouc » a affiché une solide croissance (+5,5%, soit une contribution positive de +1,1 point).

Sur les trois derniers mois, la production manufacturière est toutefois en légère progression (+0,6% par rapport aux trois mois précédents). Les contributeurs les plus dynamiques sur cette période ont été les postes « chimie et plastiques » (+2,1%, soit

une contribution positive de 0,4 point), « fer et acier de base, métaux non ferreux, produits métalliques et machines » (+2,0%, soit +0,4 point) et « meubles et autres fabrications » (+7,5%, soit +0,3 point).

Du côté des ventes, le chiffre d'affaires total du secteur manufacturier a progressé de +1,7% sur un an en novembre 2025. Les ventes de produits manufacturiers ont atteint 885,4 Mds ZAR sur les trois derniers mois, en hausse de 0,1% par rapport au trimestre précédent.

L'union européenne retire l'Afrique du sud de sa liste des pays à haut-risque en matière de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme

Le 29 janvier 2026, l'Afrique du Sud sera officiellement retirée de la liste de l'Union européenne des pays à haut risque en matière de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme, une décision qui fait suite à son retrait de la liste grise du GAFTI, intervenu en octobre 2025. Les établissements financiers européens ne seront ainsi plus tenus, à compter du 29 janvier, d'appliquer des mesures de vigilance complémentaire à l'égard de leurs clients localisés en Afrique du Sud, ce qui devrait faciliter les flux financiers, réduire les coûts de transaction et favoriser l'investissement.

La Banque mondiale prévoit une croissance modeste pour l'Afrique du Sud

La Banque mondiale a révisé à la hausse les prévisions de croissance de l'Afrique du Sud pour 2025, à 1,3%, contre 0,7% précédemment. Elle anticipe une croissance de 1,4% en 2026 et 1,5% en 2027, portée par les réformes dans les secteurs de l'énergie et de la logistique, ainsi que par l'augmentation de l'investissement public, qui devrait attirer des capitaux privés. La consommation et l'investissement privés restent les

principaux moteurs de l'expansion, soutenus par des efforts pour améliorer l'efficacité des dépenses publiques et alléger les contraintes du côté de l'offre, renforçant ainsi les perspectives de croissance à moyen terme.

À l'échelle régionale, l'économie d'Afrique subsaharienne devrait croître de manière régulière, autour de 3,5 % à 4,5 % par an, soutenue par les matières premières et l'investissement. Elle demeure toutefois vulnérable aux chocs externes, et devrait notamment pâtir de la réduction de l'aide bilatérale au développement. Le rapport souligne également le défi de la création d'emplois pour la jeunesse et la nécessité de mettre en œuvre des réformes axées sur la productivité, la sécurité réglementaire et la mobilisation des capitaux privés.

Angola

La BNA baisse ses taux, portée par la désinflation mais contrainte par la chute du pétrole

Réuni les 13 et 14 janvier 2026 à Luanda, le Comité de politique monétaire de la Banque nationale d'Angola (BNA) a décidé d'assouplir prudemment sa politique monétaire en abaissant son taux directeur de 18,5 % à 17,5 % et le taux de la facilité marginale de prêt à 18,5 %, tout en maintenant inchangé le taux de la facilité d'absorption permanente de liquidité à 16,5 %. Cette décision est justifiée par la poursuite de la désinflation, l'inflation annuelle ayant reculé à 15,7 % fin 2025, contre 27,5 % un an plus tôt, bien qu'elle demeure supérieure à l'objectif de la Banque centrale.

La BNA souligne une croissance économique encore modérée en 2025 (2,6 %), tirée par le secteur non pétrolier, tandis que la contraction du secteur pétrolier se poursuit. La stabilité du taux de change et le reflux de l'inflation reposent

largement sur un approvisionnement soutenu en devises, complété par des ventes ponctuelles du Trésor et de la BNA. Dans un contexte de baisse durable des prix du pétrole et de forte dépendance aux hydrocarbures, l'assouplissement monétaire apparaît donc mesuré et contraint par la fragilité persistante des équilibres externes et budgétaires du pays.

L'inflation recule nettement fin 2025 mais reste historiquement élevée

L'Institut national de la statistique (INE) a publié le 12 janvier 2026, l'inflation annuelle mesurée par l'Indice national des prix à la consommation (IPCN) qui s'est établie à 15,7 % en décembre 2025, en forte décélération par rapport à la fin de l'année 2024, où elle avait atteint 27,5 %, culminant même à 31,1 % en juillet 2024 au plus fort des pressions sur les prix.

Cette baisse de plus de 11 points de pourcentage en un an marque une amélioration significative, reflet notamment d'une stabilisation relative du taux de change du kwanza et de la poursuite d'une tendance à l'accalmie des prix amorcée depuis l'été 2024.

Malgré ce reflux, le niveau des prix reste très élevé pour les standards récents et pèse toujours fortement sur le pouvoir d'achat des ménages. En 2025, les prix des biens essentiels, en particulier l'alimentation et les transports, ont continué à progresser à des rythmes supérieurs à la moyenne, reflétant des rigidités structurelles de l'économie, dont la forte dépendance aux importations, de faibles capacités de production locale et des contraintes logistiques persistantes.

Sur une ligne historique, même si l'inflation de fin 2025 est bien moindre qu'en 2024, elle reste sensiblement plus élevée que les niveaux observés avant la crise inflationniste récente ; elle était autour de 13,6 % fin 2023.

Ce ralentissement n'atténue donc pas la pression sur les ménages ni les tensions macroéconomiques : à près de 16 %, le rythme des hausses de prix demeure incompatible avec une stabilisation durable du coût de la vie sans réformes structurelles plus profondes. Le défi reste de transformer cette décrue en une inflation basse et stable, condition nécessaire pour restaurer le pouvoir d'achat, réduire les coûts réels des investissements et soutenir une croissance plus inclusive.

L'Angola inaugure la première phase de sa chaîne de montage de navires de guerre

L'Angola a inauguré, le 12 janvier 2026, la première phase de sa première ligne d'assemblage et de maintenance de navires de guerre, lors d'une cérémonie organisée au chantier naval de Lobinave, à Lobito (province de Benguela), en présence du ministre d'État et chef du Cabinet militaire du Président.

Ce projet vise à renforcer les capacités nationales de construction, d'entretien et de réparation de navires militaires, dans un contexte de montée en puissance des enjeux de sécurité maritime, alors que l'Angola cherche à mieux protéger ses 1 650 km de côtes et sa vaste zone économique exclusive.

La ligne inaugurée au chantier de Lobinave marque une étape vers une plus grande autonomie industrielle dans le secteur naval militaire. Le ministre d'État a salué la contribution de l'entreprise française CMN Naval, notamment en matière de transfert de technologies, dans le cadre de son partenariat avec l'entreprise publique angolaise Simportex, à l'origine des activités de construction et de réparation navales du site.

L'Angola prolonge de trois ans sa facilité de crédit de 1 Md USD avec JPMorgan

Le gouvernement angolais a prolongé de trois ans une ligne de financement de 1 Md USD accordée par la banque américaine JPMorgan, obtenant un financement additionnel de 500 MUSD.

L'accord initial, conclu en 2024, prenait la forme d'un instrument financier dérivé de type Total Return Swap (TRS). Le nouveau contrat triennal prévoit un taux d'intérêt « inférieur à 8 % », en amélioration par rapport au taux de la facilité initiale d'un an, qui était légèrement inférieur à 9 %.

Ce mécanisme permet à l'Angola d'accroître ses liquidités à court terme via un financement structuré adossé à des garanties constituées de flux de revenus et d'actifs souverains, principalement les recettes pétrolières et des obligations de l'État.

Malawi

Le Malawi introduit une obligation de visa à l'arrivée pour augmenter ses revenus

Le gouvernement du Malawi a décidé de mettre fin à l'accès sans visa pour les visiteurs de 79 pays, dont la France, annulant une politique introduite en 2024. Cette mesure vise à générer des revenus supplémentaires via des frais d'entrée, appliqués selon la réciprocité avec les pays visiteurs. Elle s'inscrit dans un contexte de crise des réserves de devises, avec une monnaie dépréciée et une baisse des financements extérieurs.

Des représentants du secteur touristique mettent en garde contre les effets négatifs de cette décision sur l'attractivité du pays. Selon eux, les coûts supplémentaires et les formalités pourraient détourner les touristes vers des destinations voisines qui maintiennent des politiques d'entrée plus

ouvertes. Des exemples internationaux montrent que la gestion des visas influence fortement la fréquentation touristique.

La mise en œuvre de cette politique reste incertaine, car elle nécessite l'approbation du Parlement. De plus, plusieurs observateurs soulignent que les frais de visa prévus sont relativement faibles par rapport à l'ampleur de la crise économique, ce qui pourrait limiter l'effet escompté sur les réserves de devises.

Namibie

La Namibie cherche à renforcer sa diplomatie économique au Moyen-Orient et en Russie

La vice-présidente namibienne, Lucia Witbooi, s'est rendue à Abu Dhabi pour participer à l'Abu Dhabi Sustainability Week (ADSW) avec une délégation comprenant notamment la ministre de l'Agriculture Inge Zaamwani et une conseillère présidentielle. La Namibie utilise ce forum international comme plateforme pour attirer des investisseurs étrangers et renforcer les partenariats dans des secteurs prioritaires tels que l'eau, l'énergie et l'agriculture. L'objectif déclaré de la délégation est de présenter le pays comme une destination d'investissement durable, d'élargir la coopération internationale et de favoriser le transfert de technologies et de connaissances. Le sommet réunit des responsables gouvernementaux, des investisseurs et des experts en développement durable afin de traduire les engagements climatiques en actions concrètes.

Parallèlement, la ministre des Relations internationales et du Commerce, Ashipala Musavyi, est en visite en Russie, où elle a rencontré son homologue Sergueï Lavrov. Les échanges ont porté sur le renforcement du commerce et des investissements bilatéraux, avec des opportunités identifiées notamment dans l'agriculture, les mines, l'énergie, l'éducation, la santé, la

pêche et les industries créatives. La ministre a souligné la volonté namibienne de donner une dimension économique concrète à la relation bilatérale, en favorisant l'implication des secteurs privés des deux pays.

Zambie

En Zambie, l'opposition fustige la volonté du gouvernement de négocier un nouveau programme de financement avec le FMI

Le parti d'opposition *Economic Freedom Fighters* (EFF) a dénoncé la décision du gouvernement de négocier un nouveau programme avec le Fonds monétaire international (FMI), avertissant que cela pourrait aggraver l'endettement, conduire au renforcement des mesures d'austérité et réduire la souveraineté économique du pays. Le leader de l'EFF, Kasonde Mwenda, accuse le parti au pouvoir, le *United Party for National Development* (UPND), de privilégier les créanciers étrangers et les intérêts multinationaux au détriment du développement national.

Pour mémoire, le gouvernement a renoncé à demander une prolongation de douze mois de l'accord de financement en cours avec le FMI, qui expirera à la fin du mois de janvier. S'il a annoncé souhaiter négocier un nouveau programme, sa conclusion reste aléatoire en année électorale, d'autant que les règles du FMI prévoient (avant l'octroi) la nécessité pour les partis d'opposition de s'engager à mettre en œuvre le programme négocié par l'administration précédente.

Zimbabwe

Air Zimbabwe prévoit l'acquisition de six nouveaux avions pour moderniser sa flotte

Air Zimbabwe a dévoilé un plan visant à acquérir six nouveaux avions sur les trois prochaines années pour un coût total

d'environ 775,5 M USD. Cette acquisition s'inscrit au cœur d'un plan de redressement stratégique sur cinq ans destiné à moderniser la flotte et à revitaliser les opérations domestiques, régionales et internationales de la compagnie. L'objectif affiché est de remplacer les appareils vieillissants (notamment des Boeing 737 et 767), actuellement cloués au sol faute de maintenance, par des modèles plus économies en carburant, afin de réduire les coûts d'entretien élevés et d'améliorer la fiabilité opérationnelle.

La structure de l'investissement est segmentée en trois volets: deux avions

pour le réseau domestique, deux jets régionaux pour renforcer la présence sur les liaisons africaines, et enfin deux gros-porteurs long-courriers destinés à relancer les vols directs vers des destinations internationales clés.

Le projet est soutenu par le Mutapa Investment Fund, qui assure la tutelle d'Air Zimbabwe, et le Trésor national. Il s'aligne sur la stratégie nationale de développement (NDS2), qui met l'accent sur l'amélioration de la connectivité pour stimuler le tourisme et l'accès entre les principaux pôles économiques et les marchés internationaux.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication: SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo
jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : jade.plancke@dgtresor.gouv.fr, antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr